

La lutte antinucléaire au-delà de la tragédie japonaise !

Dès les premières constructions de centrales nucléaires, le Mouvement anarchiste, dans son ensemble s'y est opposé. Bien avant les écologistes devrions-nous dire, et surtout avec une critique beaucoup plus globale. Critiques plurielles mettant en cause le côté pernicieux et dangereux de l'électricité nucléaire, le côté totalement centraliste (étatiste) et « centralisateur » de ce type de choix énergétique, l'adéquation entre énergie nucléaire et politique sécuritaire et enfin le lien objectif entre nucléaire civil et nucléaire militaire.

C'est donc à un choix alternatif de société que notre rejet du nucléaire nous conduisait. C'est encore, toujours le cas aujourd'hui, même si les choses se sont largement dégradées depuis nos premières luttes entamées dans les années « 70 » à Paluel, La Hague, Creys Malville, Chooz, Le Bugey, Valence d'Agen etc. etc.

La France est aujourd'hui le deuxième pays nucléarisé de la planète sans que personne ne s'en émeuve, au delà des militant-e-s habituel-le-s : libertaires et évidemment écologistes. Mais l'essentiel de ces derni-ers-ères, se trouve trop souvent confronté à des errements politiques et, pour dire les choses simplement, le cul entre deux chaises, car en période dite « normale » le rejet du nucléaire n'ayant pas fait florès, les écologistes votards en sont arrivés à réviser leur position à la baisse, en la limitant au « tout » nucléaire. Le ver une fois dans le fruit et les couleuvres encombrant les estomacs des politicien-ne-s « verts », nous avons assisté à un assouplissement généralisé de cet aspects de la contestation.

Seuls les accidents de Three Miles Island, Tchernobyl et aujourd'hui le Japon ont redonné, à échéances régulières, une actualité brûlante à cette contestation du nucléaire civil. Puisque la catastrophe survenue au Japon a rappelé la dangerosité de ce type de choix énergétique, nous pensons qu'il est nécessaire de s'engouffrer dans la brèche ainsi ouverte et d'entrer en résistance contre tous les aspects liés à la production de ce type d'énergie, que cette production soit destinée au Civil ou au Militaire.

Sur le plan politique, le rejet du nucléaire doit se conjuguer avec le rejet d'une société centraliste et autoritaire et, au contraire, doit se diriger résolument vers une société fédéraliste et libertaire. La gestion des besoins en matière d'énergie comme dans les autres domaines de la vie en société ne doit avoir de principe que celui qui découle de l'autogestion : autogestion des ressources, autogestion des productions, autogestion des besoins...

Sur le plan économique, le coût de l'électricité ne doit pas se faire en fonction d'une simple question de production et donc de dépendance ou d'indépendance énergétique, mais il doit satisfaire, avant tout, la demande des individus et des familles et donc des besoins. L'alternative que représentent les énergies dites « douces » et non polluantes doit être l'axe privilégié des politiques énergétiques futures, à la condition bien évidemment de ne pas laisser le Capitalisme et l'Etat s'appropriier le marché de ces énergies alternatives et, une fois de plus, d'en déposséder, pour leurs seuls intérêts (politiques, sociaux, économiques, podéreux...), les usagers.

Sur le plan environnemental, tout doit être fait pour répondre à la demande de consommation des ménages et, parallèlement, une information constante doit être mise en œuvre pour arriver à baisser les seuils de consommation et donc les gaspillages.

Sur le plan social, la mise en adéquation de la production énergétique entre d'une part les producteurs et d'autre part les usagers, doit conduire le Syndicalisme à un retour sur ses terres d'origine, c'est à dire à prendre toute sa place dans le processus de relations et d'échanges entre la demande énergétique et l'offre correspondante sur la base d'un fonctionnement sociétaire égalitariste, solidaire et communiste libertaire. Les Unions locales et départementales doivent prendre leur responsabilité en matière de production en relation étroite avec les organisations d'usagers. Le fédéralisme, à l'image de ce que nous proposait Pierre Besnard¹, peut être réactualisé dans sa forme mais doit en revanche suivre le même rail anti-étatique et anti-politique² que la CGT de 1895 à Toulouse, de 1904 à Bourges ou de 1906 à Amiens avait pris.

Groupe Puig Antich - Perpignan
Coordination des Groupes Anarchistes
29 mars 2011

www.c-g-a.org
antich@wanadoo.fr

¹ Militant CGT syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste – fondateur de la CGT-SR en 1926

² Lire anti-politicien